



Quand la réalité sent la m...

Il y a quelques semaines, nous avons eu droit au 1^{er} « grand oral » des candidats à la primaire de la droite et du centre. Ce fut, comme on s'y attendait le concours Lépine des idées libérales, avec le fonctionnaire et le statut public présenté comme l'ennemi du progrès (pas social pour le coup !). Alors, nous soumettons à la sagacité de ces gens qui prétendent relever la France (tiens, plus de la moitié d'entre eux ne l'aurait-il pas aidé à tomber il n'y a pas si longtemps ? ...) un cas pratique lié à un phénomène pour le moins préoccupant.



Il s'agit de l'introduction de produits stupéfiants (cocaïne) depuis la Guyane vers la métropole, flux qui prend une importance devant laquelle les services publics sont, déjà en l'état actuel, largement désemparés.



L'affaire commence au Suriname. On y trouve une clinique (plusieurs ?) où l'on

fait **ingurgiter à la chaîne et de façon industrielle à de pauvres types des quantités assez astronomiques d'ovule** de « coke ».

La chose a atteint un certain degré de sophistication, dans la mesure où la détection par rayon est de plus en plus difficile, seulement avec du matériel médical.

Ensuite, ces gens passent en Guyane et empruntent les lignes aériennes vers Paris. Si le « conditionnement » est de bonne qualité, la technique demeure toutefois si basique que le ciblage est souvent relativement aisé.

Il semble même que les **organisations choisissent de « noyer » les services de contrôle sous le nombre**, technique aussi radicale qu'inquiétante s'agissant de ce qu'elle signifie en termes de trafic.

On considère que sur chaque vol entre Rochambeau (Guyane) et Paris, il y aurait entre 10 et 20 passagers « chargés ». L'affaire a pris une telle ampleur que, parallèlement, le trafic par bagage (fret) sur le même flux semble être réduit à 0 !!



S'agissant « d'in corpore », vous devinez aisément les suites d'un contrôle.

Il existe un service médical spécialisé qui peut prendre un certain nombre de passagers en charge. Mais il peut être rapidement lui aussi débordé.

En plus de la tension qui y règne, parfois même entre les agents des services publics, le reste est assez indescriptible et la réalité va au-delà de ce à quoi on s'attendait déjà, même pour les plus endurci(e)s.

Et le tout ne va pas durer quelques minutes, mais souvent plusieurs heures.



En termes de destination, **il semble que le 1/4 sud-ouest de l'hexagone soit la destination number one** de ces trafics.

Depuis ces contrées aussi éloignées des tumultueuses banlieues, dans le lot (et le Lot-et-Garonne) (désolé, on n'a pas pu s'empêcher ...), il y a Agen par exemple, cité où l'administration veut fermer la brigade des Douanes (bien vu!...).

Dans ces trafics, les nouveaux modes de communication aidant, **il semble qu'il y ait de plus en plus Monsieur Tout le Monde qui s'improvise**, avec plus ou moins de bonheur, trafiquant de stups (pour mémoire: on parle ici quand de cocaïne !).



Voilà le type de gageure à laquelle on doit faire face.

En espérant juste n'être pas en train de vider l'océan (Atlantique bien sûr !) avec une petite cuillère.

Ce trafic sordide semble réellement florissant et apparaît comme une forme de défi à l'ensemble de la collectivité.

Alors ne nous parlez pas du Service Public comme d'une mauvaise graisse. C'est lui qui, bien souvent, est en 1^{ère} ligne pour ressentir les effluves des plus grands travers de nos sociétés.

Lyrisme un peu facile ? Non, simple prise de contact avec le réel dans ce qu'il peut avoir de plus cru.

Face à ces trafics d'ampleur, **le maintien et le développement d'un réseau dense de structures douanières apparaît tous les jours plus nécessaire**, dans les aéroports comme à l'intérieur du territoire, à Agen et ailleurs. **Il est grand temps que les responsables politiques cessent de faire de la désintégration des services publics leur marotte électorale** : ou alors il faudra qu'ils aient le courage d'assumer que leur programme consiste à ne plus protéger nos concitoyens, de la circulation non contrôlée de stupéfiants, par exemple...

Paris, le lundi 7 novembre 2016